



Passes ton bac, mais iras-tu à la fac?

Le gouvernement a présenté son **plan Etudiants** qui, sous couvert de lutte contre l'échec à l'université, instaure la **sélection à l'entrée en licence...** Pour autant, il ne faut pas renier que la sélection aléatoire d'APB (Admission Post Bac) était également une catastrophe ! Le même jour, le gouvernement a annoncé le lancement d'une mission pour la **réforme du baccalauréat**. Ces 2 réformes à venir partagent la même **idéologie libérale de marchandisation des connaissances et de mise en concurrence**.

Une sélection qui ne dit pas son nom

Le plan Etudiant c'est la fin d'APB mais c'est surtout la possibilité donnée aux universités de sélectionner à des degrés plus ou moins forts leurs étudiants et cela dès la première année de licence. En effet, il sera possible pour les universités de faire **une sélection pure et dure sur dossier** (les notes du baccalauréat n'étant pas disponibles) dans le cas de licences déjà saturées (donc celles qui étaient déjà touchées par le tirage aléatoire). La CNT SUTE 69 s'oppose à toute sélection à l'université. **Le baccalauréat est le premier diplôme universitaire et son obtention doit rester le ticket d'entrée à l'université, peu importe la filière !** L'Université doit rester libre et ouverte et garder son rôle émancipateur.

Nous le voyons avec les IDEX, EUR, Labex et autres initiatives d'excellence, c'est encore et toujours la mise en concurrence qui est l'axe directeur de ce gouvernement (et des 2 précédents). Cette mise en concurrence a pour but de faire **émerger 2 universités: une de recherche avec des activités internationales et rentables et une au rabais avec les licences non rémunératrices ou professionnalisantes à court terme**.

La réforme du bac: la fin du bac diplôme et la

création d'un concours sélectif pour l'entrée à l'université

D'après le gouvernement, le bac coûte trop cher et ne sert plus à rien. Partant de ce constat, le but est de supprimer les séries : choisir 2 majeurs et 2 mineurs qui ne seront pas partout les mêmes et qui seront des critères décisifs pour l'entrée dans le supérieur. La conséquence est de passer du baccalauréat premier diplôme universitaire à un concours de sélection pour les études supérieures. La continuité idéologique du plan Etudiants est très claire. Pour diminuer le coût du bac, le gouvernement veut limiter (a priori à 4) le nombre d'épreuves, le reste étant du contrôle continu. En le généralisant, c'est la fin du bac comme un diplôme national et la mise en place de diplôme d'établissement. En effet, il semble très probable qu'un diplôme d'un lycée de quartier difficile n'aura plus la même valeur que ceux des quartiers aisés. La fin des séries et la mise en place d'un parcours à la carte favorisera comme toujours les plus informés (et donc bien souvent ceux déjà favorisés) et ceux se trouvant dans des lycées regroupant des parcours privilégiés (futurs prérequis de l'Université) qui sont bien souvent les mêmes.

La CNT SUTE 69 s'oppose à cette course à la reproduction du modèle anglosaxon de l'excellence et la sélection à tout prix et à tous les niveaux. Les ravages d'un tel système sont visibles au Japon et en Corée du Sud où le stress de cette sélection amène un mal-être et fait exploser le taux de suicide chez les jeunes suivant la doctrine: "sois excellent" ou "il vaut mieux mourir que déshonorer ta famille et ton pays" ! De plus, cette réforme du bac (et le plan Etudiants) ne fera que favoriser la reproduction sociale en laissant sur le côté les élèves et étudiants en difficulté.

Pour un enseignement supérieur et une recherche ouverts, émancipateurs et auto-gérés !

Waiting..



Violences faites aux femmes

Derrière les annonces... à nous de faire que cela change !

Samedi 25 novembre le Président de la République a prononcé durant plus d'une heure un discours pertinent et souvent juste sur les maux pointés comme sur les pistes de solutions à apporter sur la question des violences faites aux femmes et de la domination masculine. Indiscutablement, il a su se faire bien entourer et conseiller et celles et ceux qui lui ont écrit son discours étaient au fait des problématiques et revendications pour le droit des femmes. C'est tout l'art d'un vrai libéral, se positionner en progressiste sur des questions de société tout en aggravant les inégalités sociales et économiques dont bien souvent les premières victimes sont... justement les femmes !

De plus, et malheureusement, la réalité dans les applications concrètes des annonces faites est tout autre. Qu'en sera-t-il des moyens accordés pour la formation des personnels, dans l'éducation nationale comme dans le secteur de la petite enfance, à la lutte contre les discriminations et violences sexistes et patriarcales ? Quels moyens seront donnés aux structures et associations de prévention, soutien et accompagnement des victimes ?

Derrière un discours symboliquement fort, l'appareil d'Etat a d'ailleurs vite fait de recadrer les choses, le ministre de l'éducation nationale en tête annonçant moins de 48h après au sujet de la priorité annoncée de l'éducation à l'égalité fille-garçon qu'il s'agit surtout d'éduquer au respect d'autrui... Il n'empêche Macron aura gagné des points avec un discours progressiste sans que pour autant rien ne change vraiment. A moins que... nous nous en emparions vraiment !

Contrats aidés : plan de licenciement général en cours !

Depuis l'annonce du Premier Ministre en août de supprimer des centaines de milliers de contrats aidés, il avait été dit que les contrats aidés intervenant dans le champ du handicap seraient préservés. Or dans l'académie du Rhône, tous les CUI qui prenaient en charge des élèves d'ULIS (unité localisée pour l'inclusion scolaire) fléchée TFC (troubles des fonctions cognitives) voient leurs contrats non renouvelés, cela fait plus de 50 personnes. Il est important de signaler que les ULIS n'accueillent que des enfants qui ont eu une notification MDPH c'est à dire qui relèvent du champ du handicap. On est ainsi bien loin des annonces du gouvernement.

Dans les faits, les établissements qui se sont mobilisés pour des personnels recrutés en contrats aidés n'ont pas réussi à maintenir les postes, mais les personnes se sont vues proposer d'autres postes, et ce afin d'éteindre d'éventuelles mobilisations. La politique du

gouvernement est bien de mener à bien des licenciements massifs. Quelles entreprises pourraient se permettre d'annoncer et effectuer plus de 200 000 licenciements en moins d'un an ? Sur le terrain, les élèves d'ULIS voient l'encadrement qui leur étaient affectés se réduire, il faut pourtant savoir que dans certaines académies comme la Loire les ULIS comptaient 2 contrats aidés au lieu de 1 dans notre académie. Ceci sera bien évidemment préjudiciable aux élèves et aux établissements scolaires, en effet ces élèves fragiles vivent souvent très mal le départ de personnes qui les aidaient depuis plusieurs mois ou années. Face à cette politique d'austérité, au mépris des annonces gouvernementales et de la réussite des élèves, une mobilisation générale s'appuyant sur ce qui est vécu dans les établissements est nécessaire. Elle est possible et peut être payante, comme on a pu le voir en Martinique en septembre (voir le Tartagueule de décembre).



Que voulons nous?
Qui sommes nous?
Combien y'a-t-il de syndicats sur le Rhône?
Que se passe-t-il au K'fton, le jeudi soir?
Comment nous contacter?
Les publications des syndicats, nos communiqués de presse, des infos... Tout sur le site!

<http://www.cnt-f.org/cnt69/>

Pour nous contacter
ou s'abonner:
educ69@cnt-f.org

« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

